

# Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne

Un recueil de textes en réponse à

*Agir sur les changements climatiques :  
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,*

un document de consensus lancé en mars 2015



McGill



McGill

Faculté des sciences



Association francophone pour le savoir



## À PROPOS DE L'ORGANISME **UNIFOR**

LANA PAYNE ET JIM STANFORD

---

Unifor est le plus grand syndicat du secteur privé au Canada, représentant 310 000 membres qui travaillent dans plus d'une douzaine de secteurs de l'économie. Il a été créé pendant la fin de semaine de la fête du Travail en 2013 lorsque les Travailleurs canadiens de l'automobile et le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier ont fusionné. Unifor travaille à protéger ses membres et joue un rôle de leadership dans la création de lieux de travail prospères et sécuritaires, ainsi que d'une économie vigoureuse pour que tous les travailleurs au Canada aient un emploi de qualité, un niveau de vie décent et une plus grande égalité.

Lana Payne est directrice de la région de l'Atlantique d'Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada. Jim Stanford est économiste au bureau national d'Unifor.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, Veuillez contacter  
[lana.payne@unifor.org](mailto:lana.payne@unifor.org)

SITE INTERNET OFFICIEL  
[unifor.org/fr/accueil](http://unifor.org/fr/accueil)



# Protéger l'environnement

## en travaillant davantage, et non l'inverse

Texte original en anglais disponible à [www.sustainablecanadadialogues.ca/en/scd/extendingthedialogue](http://www.sustainablecanadadialogues.ca/en/scd/extendingthedialogue)

Les habitants de tous les pays se préoccupent de plus en plus, à juste titre, de la protection et de la durabilité de l'environnement. Les changements climatiques représentent sans contredit le principal problème environnemental auquel la civilisation devra s'attaquer au cours des prochaines années, mais la liste de problématiques est longue (destruction des habitats, pollution de l'eau, extinction d'espèces, et bien d'autres encore). En ce qui concerne les changements climatiques, la question n'est plus de savoir si les températures augmenteront sur toute la planète (ce qui entraînera des effets destructeurs sur les cycles des précipitations, le niveau de la mer, la biodiversité, les conditions météorologiques extrêmes, etc.). La question est maintenant de savoir si nous pouvons limiter l'ampleur de cette augmentation (à environ 2°C) et, par conséquent, prévenir les conséquences les plus cataclysmiques des changements climatiques, qui se renforcent souvent mutuellement. Nous devons également nous préparer au réchauffement climatique en effectuant d'énormes investissements en matière d'adaptation et d'amélioration pour en atténuer les répercussions sur la civilisation et la nature.

Il fut une époque où le Canada était considéré comme un chef de file mondial de l'élaboration des politiques environnementales. Nos politiques novatrices relatives à la pollution due aux CFC, aux pluies acides et aux évaluations environnementales rigoureuses montraient aux autres pays qu'il était possible de réaliser des progrès graduels et éclairés sur le plan de l'environnement. Nous avons joué, en général, un rôle constructif dans la diplomatie de l'environnement à l'échelle internationale, ce qui a rehaussé notre réputation mondiale et nous a procuré l'assurance que la planète était à la hauteur du défi posé par les problèmes environnementaux pressants.

Or, notre réputation est maintenant ruinée. L'attitude du Canada est inadmissible depuis quelque temps. Le Canada a refusé d'assumer sa part de responsabilité dans la lutte aux changements climatiques (en tant que grand pollueur et pays riche), après plusieurs années de pollution par le carbone qui l'ont rendu prospère. Le rôle perturbateur du Canada dans le processus international de réglementation des changements climatiques est encore plus déplorable. Le Canada est le premier et le seul pays à renoncer aux

engagements qu'il a pris en vertu du protocole de Kyoto. Et ses représentants continuent d'entraver les progrès significatifs qui pourraient être accomplis dans la réduction de la pollution causée par les gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale.

Du reste, l'Africa Progress Panel, un groupe des Nations unies coprésidé par l'ancien Secrétaire général Kofi Annan et l'ancien secrétaire du trésor des États-Unis Robert Rubin, a déclaré que le Canada « semble s'être entièrement retiré de tout engagement international constructif sur le climat »<sup>1</sup>.

Pourtant, les Canadiens s'attendent à mieux de leurs dirigeants. Nous voulons faire partie de la solution mondiale. Nous voulons bâtir un monde accueillant et durable pour nos enfants et nos petits-enfants, ainsi que leurs enfants et leurs petits-enfants. Nous saluons donc l'invitation des Dialogues pour un Canada vert de commenter leur rapport, *Agir sur les changements climatiques : les solutions des universitaires canadiens et canadiennes*.

### **Les industries primaires et l'environnement**

La dépendance traditionnelle du Canada aux industries primaires complique certainement le volet politique et économique de sa stratégie de lutte aux changements climatiques. Naturellement, le développement d'une économie viable place les industries primaires face à un problème particulier et à une responsabilité particulière. Par définition, elles entretiennent des rapports plus étroits et immédiats avec la nature que d'autres secteurs de l'économie et sont entièrement tributaires de la capacité d'exploiter constamment des richesses naturelles. La production et la transformation

de ressources seront toujours des activités essentielles dans l'économie canadienne. Toutefois, nous devons changer notre façon d'exploiter et de transformer ces ressources pour qu'elle soit durable, équitable et avantageuse sur le plan social.

Unifor rejette la fausse opposition souvent établie entre les « emplois » et l'« environnement ». De nombreuses entreprises du secteur primaire ont souvent tenté d'empêcher l'adoption de règlements sur l'environnement en prétendant que des emplois disparaîtraient si les cibles environnementales étaient prises au sérieux. C'est faux! En réalité, dans bien des cas, le resserrement des normes environnementales entraîne la création de *plus* d'emplois (et de plus d'emplois *stables*) à long terme. Après tout, un mode de production durable et soigneusement géré vaut beaucoup mieux que les cycles d'emploi courts et en dents de scie si typiques des industries primaires (les Canadiens sont encore une fois témoins de ce cycle d'emballement et d'effondrement par suite de la baisse récente des prix du pétrole).

La lutte aux changements climatiques (et à d'autres problèmes environnementaux) n'implique pas, et ne doit pas impliquer, d'arrêter la production dans les industries primaires, que ce soit le secteur pétrolier, forestier et minier ou les pêches. Une telle mesure provoquerait d'énormes bouleversements économiques et sociaux dans les villes qui dépendent des ressources naturelles, qui se trouvent pour la plupart dans des régions relativement éloignées et qui ont peu de solutions de rechange économiques. Au contraire, en investissant dans la durabilité, en réglementant le rythme et la qualité du développement (au lieu d'encourager la mentalité tout ou rien de la « Ruée vers l'or »), et en incitant les industries primaires à mieux internaliser les coûts environnementaux de leurs activités, nous pouvons atteindre un

<sup>1</sup> <http://www.africaprogresspanel.org/publications/policy-papers/rapport-2015-sur-les-progres-en-afrigue/>

équilibre plus sain et plus viable entre l'économie et l'environnement et, ce faisant, créer des perspectives d'emploi plus durables et stables.

La meilleure approche consiste à mettre au défi les industries primaires d'améliorer leur performance environnementale (par la voie directe de la réglementation et par le biais d'incitatifs économiques comme la tarification du carbone), à limiter les nouveaux projets d'exploitation conformément aux cibles environnementales et à faire des investissements majeurs (tant privés que publics) dans les technologies de réduction de la pollution et les infrastructures vertes.

La maximisation des retombées à valeur ajoutée des projets d'exploitation au Canada représente une autre dimension de la viabilité d'une économie axée sur les ressources. Si les activités d'extraction étaient restreintes pour des raisons environnementales, il va sans dire que nous devrions élargir les perspectives d'emploi et les débouchés de production associés aux ressources extraites. Pour ce faire, nous devrions porter une attention toute particulière à la création de débouchés à valeur ajoutée « en aval » (comme le raffinage et les produits pétrochimiques dans le secteur pétrolier, la fabrication de produits en bois dans le domaine de la foresterie, et la transformation à valeur ajoutée dans le secteur des pêches). Nous devrions également chercher des occasions d'accroître les moyens de production à valeur ajoutée « en amont », dont la machinerie et l'équipement fabriqués au Canada, les services spécialisés et la formation. Ces maillons à valeur ajoutée ne se concrétisent pas spontanément ou automatiquement. Ils peuvent seulement être optimisés par des politiques et des stratégies proactives. Or, la ruée énergique vers l'accélération des activités d'extraction a éclipsé l'objectif d'accroître les retombées macroéconomiques et les retombées liées à la chaîne d'approvisionnement ces dernières années.

## Stratégie nationale sur l'énergie et l'environnement

Non réglementée et axée sur la recherche du profit, l'expansion de l'industrie pétrolière canadienne (et surtout des nouveaux projets d'extraction du bitume) est source de nombreux problèmes économiques, sociaux et environnementaux. Ce modèle de développement à la « Ruée vers l'or » crée bel et bien des emplois, mais pas assez d'emplois sûrs et de qualité au Canada. Nous n'avons pas su tirer parti du potentiel de l'utilisation judicieuse de nos richesses pétrolières pour maximiser les perspectives d'emploi tant nous étions pressés d'extraire et d'exporter la plus grande quantité possible de matières premières, le plus rapidement possible, au prix le plus bas. Même dans les régions qui dépendent des ressources, l'exploitation des travailleurs (y compris les travailleurs étrangers temporaires), l'inflation galopante des coûts de la vie et la précarité d'emploi chronique qui accompagne le cycle perpétuel d'expansion et de récession sapent les retombées économiques que *pourrait* engendrer l'industrie pétrolière.

L'industrie du bitume, fortement orientée vers l'extraction de la ressource brute et son exportation vers d'autres pays, est, de loin, la plus grande source de nouvelles émissions de GES au Canada, réduisant à néant les réductions d'émissions attribuables à d'autres mesures (par ex. : l'abandon progressif de la production d'électricité à partir du charbon en Ontario). La production de bitume génère plus d'émissions de GES par baril de produit fini que le pétrole classique. Il est donc essentiel de gérer soigneusement l'échelle globale de l'industrie conformément aux cibles nationales établies. À défaut d'une stratégie nationale de réglementation et de réduction des émissions de GES, tous les efforts de réduction des émissions faits dans d'autres régions du pays (comme l'abandon

progressif de la production d'électricité à partir du charbon) ne suffiront pas à compenser l'expansion effrénée de la production de bitume. Nous ne pourrons donc pas atteindre l'objectif de ralentir et de limiter les changements climatiques.

Même l'industrie pétrolière commence elle-même à reconnaître que la mise en œuvre d'un plan crédible de lutte aux changements climatiques au Canada est une condition préalable essentielle à la poursuite de son expansion. Manifestement, la mauvaise réputation du Canada au regard de l'environnement nuit à la capacité de l'industrie de commercialiser ses produits à l'échelle internationale et d'attirer des investissements de capitaux. Les principaux producteurs font maintenant pression sur le gouvernement pour qu'il établisse un cadre de réglementation des émissions de GES. Le gouvernement fédéral, qui refuse obstinément d'envisager une mesure de la sorte (le premier ministre les traite de « fous »), est de plus en plus isolé. Cette approche ne rend pas service à l'industrie pétrolière.

Comme mis de l'avant dans l'orientation stratégique 4 dans le rapport, *Agir sur les changements climatiques : les solutions des universitaires canadiens et canadiennes*, le Canada a désespérément besoin d'une stratégie nationale sur l'énergie pour réglementer l'industrie du bitume, mais aussi pour intégrer judicieusement toutes ses sources d'énergie, répondre aux besoins énergétiques des industries et des consommateurs canadiens, créer des emplois de qualité et protéger l'environnement. L'utilisation accrue des moyens de production fabriqués au Canada, la transformation et le raffinage du pétrole au Canada et les effets bénéfiques sur les consommateurs canadiens doivent être les priorités d'une stratégie nationale sur l'énergie, au lieu de laisser des sociétés à but lucratif (qui appartiennent souvent à

des intérêts étrangers) prendre toutes ces décisions. La production totale de bitume devrait être réglementée et limitée en fonction des cibles environnementales. Tout ce que nous produisons devrait tout d'abord être acheminé aux consommateurs canadiens en exigeant le maximum de valeur ajoutée produite au Canada à tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement (y compris les moyens de production, les services, la valorisation et le raffinage). L'exportation en vrac de pétrole brut doit être limitée : elle est destructrice et peu rentable, tant sur le plan économique qu'environnemental. Et les contributions de toutes les formes d'énergie (y compris la production de pétrole classique dans l'Ouest et la région de l'Atlantique, l'hydroélectricité, le charbon et les sources renouvelables) doivent être planifiées et coordonnées.

Unifor recommande de faire participer tous les intervenants à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie nationale exhaustive sur l'énergie et l'environnement, comme les gouvernements fédéral et provinciaux, l'industrie de l'énergie, les groupes de consommateurs, le mouvement syndical, la communauté environnementaliste, les Premières Nations et les groupes autochtones. L'objectif consiste à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie qui utilise avant tout les richesses énergétiques du Canada pour répondre aux besoins en énergie des Canadiens d'une manière respectueuse de l'environnement et bénéfique pour la société.

Le gouvernement fédéral est résolument pour l'expansion non réglementée de l'industrie de l'extraction, laquelle est dominée par les exportations. Pour lui, la notion de « stratégie nationale sur l'énergie » est dangereuse. Néanmoins, la majorité des Canadiens refusent d'instinct que le Canada soit un simple fournisseur d'énergie brute pour

d'autres pays ou continents (que ce soit les États-Unis ou l'Asie). Nous savons que notre pays peut, et doit, se fixer des objectifs plus ambitieux. Nous savons que nos abondantes ressources peuvent et doivent être utilisées pour stimuler un développement économique plus large, diversifié et durable.

### Formation d'alliances

En tant que syndicat qui adhère à un programme social et environnemental progressiste, Unifor s'efforce de nouer des alliances étroites avec le mouvement environnementaliste à tous les échelons. Notamment, il tente de faire avancer ses objectifs environnementaux dans les lieux de travail qu'il représente, allant même, dans la mesure du possible, jusqu'à utiliser les négociations collectives pour marquer des progrès. Par exemple, les comités de négociation de nos sections locales négocient l'établissement de comités mixtes sur l'environnement dans les lieux de travail, des initiatives visant à réduire la consommation et le gaspillage d'énergie et de meilleures mesures de contrôle des produits chimiques dangereux et d'autres polluants<sup>2</sup>. Notre réseau de militants de l'environnement œuvrant dans les lieux de travail et les sections locales constitue un mouvement environnementaliste à part entière, car il se mobilise pour promouvoir un programme écologique dans nos lieux de travail, notre syndicat et la société en général.

Depuis sa fondation en 2013, Unifor reconnaît explicitement notre dette collective envers les Premières Nations. Il s'est d'ailleurs déclaré pleinement solidaire de leur combat pour la justice économique et sociale, y

compris des efforts qu'ils déploient pour prendre le contrôle de la mise en valeur des ressources sur leurs territoires. Les sections locales et les militants d'Unifor appuient des initiatives telles que Plus jamais l'inaction, le mouvement qui demande que justice soit rendue aux femmes autochtones disparues et assassinées, la promotion de l'équité en emploi et des occasions de formation pour les travailleurs autochtones et le processus de réconciliation.

### Travailler plus, et non l'inverse

Le fait est que les travailleurs ont besoin à *la fois* d'emplois de qualité et sûrs, et d'un environnement sain et viable. Les deux vont de pair. Dénormes retombées découleraient d'une stratégie économique verte fondée sur des initiatives comme l'économie d'énergie et l'amélioration du rendement énergétique, l'expansion du réseau de transport en commun, le développement et la production de véhicules éconergétiques, et bien d'autres. Nous imaginons un vaste programme d'investissements privés et publics qui protégeraient l'environnement en en faisant plus, et non moins. Le rassemblement des ressources économiques constituerait un moteur puissant de croissance, de création d'emplois et de prospérité pour lutter contre la pollution et protéger l'environnement.

Il est tout simplement faux de croire que l'environnement ne peut pas être protégé sans sacrifier la croissance économique et éliminer des emplois. Cette alternative est fausse sur bien des points. Évidemment, la qualité de l'environnement influe directement sur notre qualité de vie : nous ne pouvons pas bien vivre, aussi « riches » soyons-nous, dans un environnement naturel qui se détériore et s'appauvrit.

Même d'un point de vue strictement économique, l'opposition entre la durabilité et la

2 L'origine et l'expérience de ces comités locaux sont décrites plus en détail dans un document de politique globale adoptée par l'un des syndicats prédecesseurs d'Unifor, les Travailleurs canadiens de l'automobile. Voir Canadian Auto Workers Canada Council (2007). Les changements climatiques et nos emplois : trouver le bon équilibre, Toronto, <http://53.15.200-74.q9.net/en/3532.htm>

croissance est erronée et témoigne d'un manque de vision. La « croissance » économique n'est rien d'autre qu'une hausse de la valeur des biens et des services que nous fournissons collectivement avec l'aide de notre main-d'œuvre. L'incidence de la croissance sur l'environnement dépend donc entièrement des types de biens et de services fournis, et de comment ils sont fournis.

Certaines formes de travail et de production ont des effets nocifs sur l'environnement en épuisant les ressources ou en polluant. Certaines formes de travail et de production sont essentiellement bénignes pour l'environnement, comme l'augmentation de la qualité des biens (au lieu de leur quantité) et la prestation accrue de services (surtout de services humains et empathiques). Par contre, certaines formes de travail et de production sont bénéfiques pour l'environnement, notamment la construction et l'exploitation de réseaux de transport en commun, le développement de sources d'énergie durables, les investissements dans les mesures d'économie d'énergie et l'assainissement des zones polluées. Ces types d'activités économiques créent des emplois et de la richesse et, bien sûr, font augmenter le PIB, tout en rendant l'environnement plus sain.

Comme indiqué dans le rapport *Agir sur les changements climatiques : les solutions des universitaires canadiens et canadiennes*, dans ce contexte, les mesures qui auraient dû être prises depuis longtemps pour améliorer la protection de l'environnement au Canada

et renforcer le rôle du Canada dans la formulation des politiques environnementales internationales devraient être considérées comme des avenues de développement économique plutôt qu'un fardeau. Pour réaliser ce potentiel, des mesures stratégiques proactives s'imposent, y compris des investissements publics majeurs dans l'énergie et les infrastructures vertes, des règlements qui limitent la pollution et améliorent l'efficacité énergétique de manière directe, et des instruments financiers comme la tarification du carbone (sous forme de taxe ou de régime de plafonnement et d'échange de droits d'émission). À elles seules, les décisions du secteur privé ne mettront pas l'économie sur la voie de la durabilité. Pour y parvenir, il faudra une stratégie éclairée et collective. Et la mise en œuvre de cette stratégie créerait de nouvelles sources puissantes de croissance. En effet, les emplois indirects et la richesse découlant d'un programme ambitieux d'investissements publics dans l'environnement pourraient marquer le début d'un tout nouveau chapitre d'expansion dans l'histoire économique du Canada.

Essentiellement, il y a encore énormément de travail à accomplir afin d'établir un cadre pour la croissance durable et les emplois verts. Après tout, le travail est la force motrice de la production, du PIB et de la prospérité. Nous pouvons et devrions protéger l'environnement en travaillant *davantage*, et non l'*inverse*. Ce faisant, nous créerons les emplois et la richesse dont les Canadiens ont besoin de toute urgence.





## À PROPOS DE L'INITIATIVE

# DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

[sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques](http://sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques)